



HAL
open science

La Chine de Xi Jinping: back to the future?

Jean-Philippe Béja

► **To cite this version:**

Jean-Philippe Béja. La Chine de Xi Jinping: back to the future?. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2015, pp.10. hal-03618445

HAL Id: hal-03618445

<https://sciencespo.hal.science/hal-03618445>

Submitted on 24 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA CHINE DE XI JINPING : *BACK TO THE FUTURE ?* 9 AVRIL 2015

Jean-Philippe Bèjà

Directeur de recherche émérite (CNRS) au CERI

LES GRANDES LIGNES

Après la répression du mouvement démocratique en 1989, la Chine a, pendant près de vingt ans, privilégié avec succès le développement économique.

À partir de 2008, les crises financières en Occident et l'organisation des Jeux olympiques de Pékin lui ont permis de retrouver une position importante sur la scène internationale.

L'idée a alors émergé d'un « modèle chinois » fait d'affirmation de puissance et défini par l'efficacité plutôt que par l'aspiration démocratique.

Mais des facteurs de tension inquiètent les dirigeants chinois, au premier rang desquels figurent la pollution et la sécurité alimentaire.

L'urbanisation rapide au détriment des espaces ruraux et l'agitation des ouvriers, qui ne supportent plus les conditions faites à leurs parents, sont aussi des facteurs d'instabilité.

Favorisée par un développement économique débridé, la corruption est le quatrième facteur de tension.

L'Internet sert de chambre de résonance aux multiples mouvements sociaux, dont le pouvoir s'efforce d'empêcher la jonction par une surveillance étroite de la société.

Arrivé au pouvoir en 2012, Xi Jinping entend promouvoir le « rêve chinois », qui passe par un retour à l'idéologie, fondé sur le maoïsme agrémenté de « valeurs traditionnelles chinoises ».

Le pouvoir affirme aujourd'hui son rejet des « valeurs universelles », accusées d'être occidentales, telles que la liberté de la presse ou la séparation des pouvoirs. Tout est fait pour empêcher l'institutionnalisation de la société civile.

Décidé à imposer l'image de l'homme fort, à l'instar de Vladimir Poutine en Russie, Xi Jinping concentre tous les pouvoirs entre ses mains.

LE « MODÈLE CHINOIS »

En février 2011, la Chine a dépassé le Japon en termes de produit intérieur brut. Elle est devenue la deuxième économie mondiale. On a appris, au premier trimestre 2015, qu'elle aurait dépassé les États-Unis en parité de pouvoir d'achat. Elle serait donc la première économie du monde. À relativiser : pour 1,3 milliard d'habitants, cela représente beaucoup moins que les États-Unis en PIB par tête. On peut néanmoins dire que la Chine a connu un développement extraordinaire, le fameux « miracle chinois ».

Depuis une trentaine d'années, deux dates ont eu une importance particulière.

1989 : d'avril à juin, le mouvement pour la démocratie semblait montrer que la Chine serait le premier pays dirigé par un parti communiste à s'orienter vers une démocratisation. En simplifiant beaucoup, on pourrait dire que pendant les années 1980, la réforme politique est allée de pair avec la réforme économique. En 1989, on était arrivé à un point où l'on pouvait penser que le régime allait se transformer de l'intérieur et devenir une démocratie. Le grand mouvement social qui s'est produit au printemps allait dans ce sens. Il s'est étendu à 183 villes ; des dizaines de millions de personnes y ont participé. On l'a oublié pour ne se souvenir que du massacre du 4 juin, qui a mis fin à la possibilité d'une démocratisation.

Ce massacre a été suivi d'une répression des forces démocratiques qui n'a toujours pas cessé. Soucieux de rétablir sa légitimité, le Parti communiste s'est lancé dans le développement économique à tout crin. Puisqu'on ne voulait pas satisfaire les aspirations de la population à plus de liberté, on s'est employé à satisfaire ses aspirations à une amélioration de son mode de vie.

La Chine, cible de nombreuses sanctions de la part de l'Occident, avait décidé de faire profil bas sur la scène internationale pour se consacrer en priorité au développement de l'économie. Cette politique a duré près de 20 ans.

2008 : on assiste à une conjonction de facteurs internationaux très favorables au Parti communiste chinois. Ce sont notamment la crise des *subprimes* et l'énorme crise financière mondiale qui en a découlé, ainsi que les Jeux olympiques de Pékin. L'organisation parfaite de cet événement a surpris l'ensemble des dirigeants de la planète. L'Occident en crise commençait à douter de l'avenir de sa suprématie, de la valeur de son système, tandis que le pouvoir chinois, en apparence très sûr de lui, s'affirmait sur la scène internationale. Tout allait bien : le PIB croissait de 8% par an. On répétait dans le monde entier que la Chine avait sorti 400 millions de personnes de la pauvreté, sans que l'on sache d'où venait ce chiffre. Dès lors, l'idée a émergé d'une promotion du « modèle chinois » pour remplacer la politique de Deng Xiaoping, qui consistait à se faire oublier pour se consacrer au développement. Des chercheurs en Occident ont trouvé des mots à la propagande chinoise. Cela donne le « consensus de Pékin », par opposition au « consensus de Washington ». Les Chinois ont profité de l'aubaine.

La supériorité de l'autoritarisme la démocratie

Le « modèle chinois » consiste à affirmer un peu plus sa puissance sur la scène internationale, à montrer que l'on est en train de devenir « l'autre ». Certes, dans le discours, la Chine se refuse à être une superpuissance. Elle dénie toute tentation hégémonique, se disant adepte de la multi-polarisation dans les

relations internationales. Le modèle chinois se caractérise par un régime efficace. En démocratie, selon les Chinois, on discute, on n'est pas capable de prendre des décisions, il n'y a pas de vision à long terme car les politiciens ne pensent qu'à leur réélection – tous les deux ans aux États-Unis. En Chine, les dirigeants prétendent que l'absence de partis d'oppositions leur permet d'avoir une vision à long terme.

Pour commencer, on sévit contre ceux qui critiquent le modèle de l'intérieur. Après les JO de Pékin (août-septembre 2008 en comptant les Jeux paralympiques), l'écrivain et militant des droits de l'Homme Liu Xiaobo est arrêté le 8 décembre 2008. Un certain nombre de personnes pensaient que les JO, du fait de la médiatisation internationale, permettraient à la société chinoise de réaffirmer son existence. Liu Xiaobo sera condamné à onze ans de prison en 2009 et obtiendra le prix Nobel de la paix en 2010. Pour le PCC, l'important est le développement de l'économie, pas la société civile.

Néanmoins, les dirigeants communistes chinois sont beaucoup moins sûrs de leurs positions que les observateurs et hommes politiques étrangers. Après 2008, ces derniers viennent supplier les dirigeants chinois de sauver l'économie mondiale. En 1949, on disait : « Seul le socialisme peut sauver la Chine. » Par manière de plaisanterie, c'est devenu, ces dernières années : « Seule la Chine peut sauver le capitalisme. » Mais les dirigeants chinois, pour leur part, s'inquiètent des facteurs de tension.

DES FACTEURS DE TENSION

Pollution et sécurité alimentaire

Au premier rang viennent la pollution et la sécurité alimentaire. Entre juillet et octobre 2008, s'est produit le scandale du lait contaminé à la mélanine, substance qui provoque des calculs rénaux chez les bébés. C'est très symbolique dans un pays pratiquant la politique de l'enfant unique. L'affaire menace l'avenir même des gens et de leur héritier, choyé sous le qualificatif de « petit empereur ». Chacun, dès lors, commence à se poser la question de la sécurité alimentaire.

La pollution des sols par les métaux lourds, tout comme celle des eaux, atteint des niveaux considérables. C'est le résultat du développement échevelé admiré dans le monde entier. Les Chinois s'inquiètent pour eux et encore plus pour les enfants. En janvier 2012, alors qu'on ne voyait rien dans les rues, les autorités chinoises jugeaient la qualité de l'air « assez bonne » tandis que l'ambassade américaine à Pékin, qui donne chaque jour ses propres relevés, avait interrompu ses mesures pendant cinq jours tant le niveau de pollution excédait la capacité des instruments. Tous les détenteurs de téléphones portables pouvaient faire la comparaison. Cela a obligé le pouvoir à fournir des chiffres plus proches de la réalité.

Il existe de très nombreux « villages du cancer », car les cultures sont affectées par les eaux utilisées pour l'irrigation. Les atteintes graves à l'environnement, dont souffrent 95% de la population, sont un facteur d'instabilité très important. Depuis 2007, un certain nombre de mouvements des classes urbaines ont eu lieu pour lutter contre l'implantation d'usines polluantes, par exemple. Les manifestations étant interdites, ce sont des « promenades » qui sont organisées. On se promène de plus en plus en Chine...

Le documentaire *Under the Dome*, de Chai Jing, ancienne présentatrice vedette de la télévision d'État, qui traite de la pollution dans la Chine du Nord, n'est resté qu'une semaine sur le net mais a été vu 150 millions de fois. Cela prouve que ce pays, qui brille par sa santé économique, a des problèmes.

Urbanisation rapide

L'urbanisation constitue le second facteur d'instabilité. Le développement des villes s'effectue au détriment des terrains ruraux. C'est « Main basse sur la ville » à grande échelle. Mais à la place d'une mafia autonome à l'italienne, la mafia chinoise – dite « société noire » – est entièrement liée aux pouvoirs locaux. Cette expansion urbaine provoque des protestations de la part des paysans, qui perdent leurs terres pour des compensations insuffisantes. Quelque 130 000 incidents collectifs de ce genre ont été recensés en 2013.

Agitation ouvrière

Dans les années 1980, la première génération du « miracle chinois » était composée de paysans qui, ne mangeant pas à leur faim, sont allés travailler dans les villes ou les usines, dans le delta du Yangzi, au Guangdong, au Shandong, et autres régions côtières. En Chine, il existe un système d'enregistrement de la résidence. Les personnes d'origine paysanne ne sont pas autorisées à avoir une résidence en ville et n'ont donc pas accès aux services réservés aux urbains. Elles n'ont droit ni au revenu minimum, ni à la sécurité sociale. Quand leur travail s'achève, elles doivent repartir chez elles sans le bénéfice d'une retraite. Mais, pour les migrants internes de la première génération, l'écart de revenu entre la campagne et la ville était tel qu'ils ne se plaignaient pas. En revanche, leurs enfants, fussent-ils nés à la campagne, n'ont jamais été paysans. Ils regardent la télévision, possèdent des téléphones portables et ne sont pas du tout prêts à accepter les conditions imposées à leurs parents. C'est le troisième facteur d'instabilité. À partir de 2005, dans les usines du Guangdong, il y a de plus en plus de protestations, de mouvements de grève pour gagner davantage. Cela culmine en 2010 avec les mouvements chez Honda et Toyota dans la région de Canton, qui se concluent par une discussion entre les représentants des ouvriers et ceux des patrons pour augmenter les salaires. C'est un petit frémissement dans l'émergence de ce qu'on pourrait – peut-être – appeler un mouvement ouvrier.

L'agitation sociale est répandue partout. Mais les dirigeants chinois ont toujours été capables de la circonscrire. L'information ne circule pas. Les conflits se règlent au niveau local et ne débordent pas. À partir de 2008-2009, l'important, c'est la stabilité. Pour cela, il faut empêcher la liaison entre les mouvements de paysans, de citoyens, d'ouvriers et, parfois, d'intellectuels. Ces derniers ont été largement achetés. C'est pourquoi Liu Xiaobo parle de « la philosophie du porc ». Le niveau de vie de nombre d'intellectuels, entre 1989 et 2010, a fait un bond extraordinaire. Des gens qui vivaient à quatre dans 15 m² se retrouvent avec trois appartements, deux voitures, etc.

Un embryon de cyber-société civile

Mais le développement de l'internet permet enfin de joindre les différents mouvements. Ce média sert de chambre de résonance aux diverses revendications. Apparaît alors un groupe d'avocats, les « défenseurs des droits », qui rappelle un peu les défenseurs des droits civiques aux États-Unis dans les années 1960. Comme le pouvoir parle de l'importance de la légalité et de l'État de droit, les avocats le prennent au mot. Ils

attaquent devant les tribunaux les responsables d'excès. Ils ne gagnent pratiquement jamais, mais la contestation démocratique, sévèrement réprimée depuis 1989, prend le chemin des tribunaux. Elle est exprimée par des avocats, des journalistes, qui dénoncent les scandales et aident les victimes à s'organiser. C'est l'embryon d'une cyber-opinion publique, d'une cyber-société civile. De plus, les Chinois sortent de plus en plus de leur pays. Des avocats se rendent en Occident où ils entrent en contact avec des organisations non gouvernementales. Ainsi naît une nouvelle forme d'espace, non institutionnalisé mais très vivant et qui, pour une fois, permet de réunir des gens venant de toutes les classes sociales. Pour le Parti, c'est un problème. Il essaie d'empêcher la généralisation des mouvements de protestation. Il sévit contre ceux qui parlent trop fort, mais il ne s'attaque pas aux avocats. Très peu de journalistes sont emprisonnés. Liu Xiaobo est incarcéré afin de mettre en garde l'intelligentsia, qui ne doit pas devenir le porte-parole des mécontents.

Corruption

En même temps, la priorité est donnée au développement débridé. Cela ressemble aux années 1920 aux États-Unis. Les dirigeants du Parti ou leur famille deviennent de plus en plus des entrepreneurs. Les entreprises d'État sont relancées sur le modèle des *chaebols* sud-coréens. Les dirigeants de ces entreprises, qui sont aussi des dirigeants du Parti amassent des fortunes. La corruption est le quatrième facteur d'instabilité.

LE RETOUR DE L'IDÉOLOGIE

La crise de Bo Xilai

Xi Jinping arrive au pouvoir en novembre 2012, juste après une crise extrêmement grave : la crise de Bo Xilai. Ce dernier dirigeait la ville-province de Chongqing, municipalité grande comme la Belgique et contenant le barrage des Trois Gorges. Fils du général Bo Yibo - un « immortel » (grand dirigeant de l'Armée rouge avant 1949) - ce « prince rouge » n'avait pu entrer au Comité permanent du Bureau politique en 2007. Il a joué son va-tout quand on l'a envoyé à Chongqing. Il y a initié le « modèle de Chongqing », qui se résume en quatre caractères chinois signifiant : « Chanter les chansons rouges », c'est-à-dire reprendre les slogans révolutionnaires, puis « Lutter contre le noir » (changhong, dahei, 唱红, 打黑), soit combattre la mafia (la corruption). Ayant des relations dans l'armée et des amis haut placés, il aurait essayé de remettre en question les arrangements pour la succession. Hu Jintao et Jiang Zemin s'étaient mis d'accord en 2007 sur le nom de Xi Jinping. Bo Xilai s'est poussé en devenant une sorte de satrape local. En 2011, Henry Kissinger était présent à une grande réunion de « Chansons rouges », à laquelle ont participé 100 000 personnes dans le stade de Chongqing. Enthousiasmé, il a appelé les Américains à venir investir dans cette province. À Chongqing, Bo Xilai était très populaire. Mais, en février 2012, le chef de la police locale est allé faire des révélations, dont on ne connaît pas le contenu, au consulat des États-Unis, à propos de Bo Xilai. C'est le début de la chute de ce dernier. Un grand procès a eu lieu quelques mois plus tard pour l'éliminer. On l'a jugé pour corruption, non pas pour ce qu'il aurait commis à Chongqing, mais pour des faits antérieurs, puis condamné à la prison à vie.

Cette crise a beaucoup affecté la direction du Parti. Xi Jinping l'a surmontée. Il est le fils de Xi Zhongxun, qui fut l'un des dirigeants des bases libérées du Nord-Ouest de la Chine avant la Longue Marche et a accueilli Mao Zedong pendant la Longue Marche. En 1962, ce vieux compagnon de lutte a néanmoins été envoyé à la campagne dans sa région natale. Pendant la Révolution culturelle, Xi Jinping adolescent a été traité comme le fils d'un réprouvé. Il a été lui aussi envoyé à la campagne dans un village du Nord-Ouest. Après dix demandes successives, il a finalement été admis au Parti. En 1975, il devient étudiant-ouvrier-paysan-soldat. Ayant été élevé dans le sérail, il fait partie des « rouges de la deuxième génération ». Il est le représentant d'une caste pour laquelle les dix ans de Hu Jintao et Wen Jiabao ont été une décennie perdue parce que ces « fils de pauvres » n'osaient rien entreprendre.

Le « rêve chinois »

L'arrivée au pouvoir de Xi Jinping a suscité de grandes espérances, y compris parmi les intellectuels libéraux. Il est instruit, a connu la réalité de la société chinoise, a été dirigeant au niveau local dans un district pauvre du Hebei, près de Pékin, puis vice-maire de Xiamen, dans le Fujian, province dont il deviendra gouverneur, avant d'être promu secrétaire du comité du Parti du Zhejiang. Dès son accession au pouvoir, il agit avec un sentiment de crise. Le choix est le suivant : soit la relance des réformes démocratisantes interrompues en 1989, soit la reprise en mains. Dès la fin 2012, les cadres de l'ensemble du Parti doivent étudier un documentaire en six parties sur la chute de l'Union soviétique. Xi Jinping explique cet effondrement, non seulement par le désastre économique, mais aussi parce que personne ne croyait plus à l'idéologie et qu'aucun vrai chef ne s'est levé pour rendre sa légitimité au Parti communiste.

Xi Jinping veut être cet homme-là pour promouvoir le « rêve chinois ». Il s'inscrit dans une tradition remontant à 1842. Le rêve d'une patrie prospère et puissante, reprenant sa place dans le monde - « sous le ciel » - remonte en effet à la défaite de la Chine dans la guerre de l'opium. La politique du futur président figurait déjà en partie dans le slogan des JO : « Un même monde, un même rêve ». Pour une partie des intellectuels libéraux, seul l'État de droit permettra de lutter contre la corruption qui gangrène le pays et de résoudre les tensions sociales qui menacent son développement. En janvier 2013, l'éditorial d'un des journaux libéraux les plus connus, *Southern Weekend*, affirme : « Le rêve chinois, c'est le rêve du constitutionnalisme. » Cet article est diffusé sur le net mais ne figurera jamais sur le journal papier. Cela suscite de vives protestations de la profession. Mille journalistes signent une pétition dans l'ensemble du pays et des manifestations ont lieu devant le siège du journal.

Chasse aux tigres

Pour le président, le rêve chinois ne passe pas par le constitutionnalisme mais par une campagne contre la corruption. Il a recours aux vieilles méthodes pour assainir le Parti, dont les membres doivent être au service du peuple. En traquant les corrompus, on ne fera pas de différence entre « les mouches » et « les tigres ». L'utilisation de ces mots n'est pas le fruit du hasard. Cela remonte au Mouvement des Trois Anti (1951-1953), lancé par Mao Zedong contre les bureaucrates embourgeoisés du Parti. On parlait alors de « chasse aux tigres ». Pour évoquer la corruption, en Chine, on parle de « grands banquets » et « grandes beuveries », toutes les occasions étant bonnes pour ripailler. Il faudrait désormais en revenir à la formule de Chou En-lai : « Quatre plats, une soupe. » Dès lors, les cadres locaux craignent de signer des contrats. Ils

redoutent les « incorruptibles » de l'Eliott Ness chinois, Wang Qishan, ancien maire de Pékin, membre du comité permanent du bureau politique du Parti. Tout le monde tremble. Personne n'est à l'abri, y compris au plus haut niveau. Zhou Yongkang, ancien membre du bureau permanent du Bureau politique et très puissant responsable des services de sécurité, a été arrêté. Encore faut-il que la lutte anti-corruption soit dirigée par le Parti. Depuis janvier 2013, un Mouvement des nouveaux citoyens demandait la publication des avoirs des cadres. Leur leader a été arrêté et condamné à quatre ans et demi de prison.

La société muselée

Parallèlement à la campagne contre la corruption, une campagne extrêmement forte est menée contre tous les embryons de société civile. Des tas de gens qui n'avaient jamais été inquiétés sont arrêtés : des avocats en janvier et février 2015. Pu Zhiqiang, l'un des grands avocats défenseurs des droits, l'a été en mai 2014. On ne sait pas encore ce qui va lui arriver. Il n'est même pas inculpé. Très récemment, on a arrêté des féministes, qui avaient organisé des mouvements contre le harcèlement sexuel dans les autobus. À côté d'un parti « propre », il faut donc une société qui se tait.

Il n'est pas question de laisser se développer des organisations autonomes, notamment si elles sont financées par des institutions étrangères. Une loi sur l'enregistrement des organisations non gouvernementales étrangères est en préparation. Elle ressemble beaucoup à celle de Vladimir Poutine. Normalement, les ONG chinoises doivent s'inscrire auprès du ministère des affaires civiles et être sponsorisées pour cela par une entreprise ou une institution d'État. Jamais on ne sponsorise une organisation de défense des droits. Elles s'enregistrent donc comme compagnies. Les ONG internationales aussi. La nouvelle loi prévoit qu'elles devront, s'enregistrer auprès du ministère de la sécurité publique. Toutes les ONG qui reçoivent des fonds de l'étranger, ainsi que les étrangers travaillant dans des ONG chinoises sont dans le collimateur.

À la lutte contre la corruption et contre la société civile s'ajoute le retour à l'idéologie. Il convient de faire barrage aux valeurs occidentales dans les universités. Le document n°9 d'août 2013 précise les sept points à ne pas aborder, dont la liberté de la presse, le constitutionnalisme, la séparation des pouvoirs... Il faut combattre tout ce qui relève des idées occidentales. Une sorte de nouveau confucianisme est mis en exergue en même temps que les idées de Mao Zedong. Xi Jinping multiplie les grandes déclarations en faveur de la « la ligne de masses ». C'était l'une des trois « armes magiques » de Mao : aller vers les masses pour recueillir leurs idées, en faire la synthèse et les renvoyer vers les masses.

Concentration des pouvoirs

Xi Jinping concentre les pouvoirs entre ses mains. L'idée est que, pour changer un tel pays, il faut un homme fort. Lui seul pourrait venir à bout des groupes d'intérêt constitués. Cette idée est partagée par une partie des milieux libéraux.

Le secrétaire général a créé un certain nombre de commissions, les « petits groupes », dont il est le seul chef. Il en existe une sur l'approfondissement de la réforme, une autre sur la sécurité de l'État, une aussi pour s'occuper de l'internet. Il tient par dessus tout à reprendre les réseaux sociaux en mains. Selon une loi de septembre 2013, si un *post* est retweeté 500 fois ou lu par 3 000 personnes, on risque trois ans de

prison. Les gens qui ont plus d'un million de *followers* sur Weibo, l'équivalent chinois de Tweeter, sont intimidés ou arrêtés, quitte à être accusés d'avoir fréquenté des prostituées (comme dans le cas de Xue Manzi, Charlie Xue). On voit revenir des autocritiques à la télévision, chose à laquelle on n'avait plus assisté depuis très longtemps. On arrête aussi tous ceux qui cherchent à enquêter sur l'histoire du Parti, sujet tabou.

La lutte contre la corruption, la réhabilitation des idées maoïstes, c'est, en définitive, la politique de Bo Xilai sans Bo Xilai.

POUR EN SAVOIR PLUS

Une société sous surveillance

Pour faire une force réelle de la société civile, il faut des relais. Selon la légende, le Parti communiste chinois a été fondé le 1er juillet 1921 par douze personnes réunies dans la concession française de Shanghai. Depuis, on s'inquiète de toute réunion de douze personnes. Le maintien de la stabilité exige que l'on empêche une telle réunion. Les nouvelles technologies permettent à des opposants d'entrer en contact. Elles sont aussi un moyen très efficace de surveillance. Aujourd'hui, en Chine, on vous dit : « Pour être tranquille, il ne suffit pas d'éteindre son téléphone quand on se déplace, il faut aussi enlever la batterie. » Le régime ne pourra pas tenir cette ligne de fermeté très longtemps, mais les mesures actuelles, les arrestations font que beaucoup de Chinois préfèrent aujourd'hui prendre un peu de champ en se rendant aux États-Unis ou en Europe. Le climat est un peu celui de 1990, après Tiananmen. Certes, on trouve, dans les librairies de Pékin, « l'Archipel du goulag » de Soljenitsyne ou « les Origines de totalitarisme » de Hannah Arendt. En réalité, les agents du contrôle de la politique de stabilité, le *Weiwén*, sont très nombreux. Le culte de la personnalité est en train d'être relancé. Des applications pour téléphone mobile donnent accès aux œuvres de Xi Jinping. « Tonton Xi aime Mama Peng¹ », dit une chanson. Beaucoup de gens en plaisantent. Un tel contrôle de la société finira bien par céder. Mais personne ne peut dire quand.

Entente de façade avec Moscou

Les dirigeants chinois apprécient en Vladimir Poutine l'incarnation de l'homme fort. Xi Jinping lui-même veut apparaître comme « le Grand Timonier ». Il a fait son premier voyage à l'étranger en Russie. Le chef du Kremlin intéresse les Chinois pour la manière dont il modernise le contrôle notamment des étrangers. Être l'amie de la Russie permet à la Chine de se faire craindre davantage par le reste du monde, en particulier les États-Unis, seule puissance qui l'intéresse. Mais le rapprochement sino-russe reste très limité. Les deux pays, dont les intérêts stratégiques divergent, se livrent une lutte d'influence extrêmement forte en Asie centrale. Le courant antichinois est de plus en plus vigoureux en Sibérie.

Un sentiment national mitigé

Le rêve chinois consiste à rendre au pays sa place sur la scène internationale et à imposer sa primauté dans la région. La classe moyenne, qui voyage à l'étranger, se sait représentante d'un pays fort. Elle en tire un sentiment de fierté. Elle ne représente qu'un faible pourcentage de la population (10 à 12%). Mais, sur 1,3

1. Xi Jinping a épousé en secondes noces la chanteuse populaire Peng Liyuan.

milliard d'habitants, cela représente tout de même quelque 150 millions d'individus. Chez eux, le nationalisme est très fort. Cependant, les Chinois disent volontiers : « Nous sommes gouvernés par les Américains ». En dépit des campagnes contre les valeurs occidentales, les Chinois achètent des iPhones, des iPads, etc. Les élites envoient leurs enfants étudier aux États-Unis. Ils y obtiennent la « carte verte », deviennent souvent citoyens américains. La fille de Xi Jinping est à Harvard. Au niveau de la population générale, cependant, on ouvre sa porte et l'on parle volontiers aux étrangers. On ne sent ni nationalisme, ni chauvinisme.

Le premier ministre affaibli

Li Keqiang, le premier ministre, est un juriste de formation. Traditionnellement, l'économie est du ressort du chef du gouvernement et le secrétaire général du Parti s'occupe de tout le reste, politique et diplomatie. Or, Xi Jinping a pris en mains le contrôle de l'économie. Li Keqiang n'est qu'un exécutant. Une autre tradition consiste à avoir un « gentil » premier ministre et un « méchant » secrétaire général. Wen Jiabao, sous Hu Jintao, faisait de grands discours sur la démocratie et Zhou Enlai, sous Mao, faisait des sourires. À présent, il y a, certes, une division du travail, mais le poste de premier ministre est affaibli. Xi Jinping décide de tout. Depuis la mort de Mao, on insistait sur la direction collective. L'analyse des dirigeants actuels est que le gouvernement par le consensus conduit au brejnevisme, c'est à dire à l'immobilisme.

Renationalisation de l'économie

Depuis douze ans, le slogan est : « avance des entreprises d'État et recul des entreprises privées ». Les entrepreneurs privés sont assez mécontents. Ils sortent pourtant tous du sérail ou ont fait fortune en profitant des avantages fournis par l'État. Les communications, par exemple, se développent grâce aux commandes de l'armée. Bien que Xi Jinping parle du rôle décisif joué par le marché, l'idée est beaucoup plus d'injecter des capitaux privés dans les grands groupes d'État. Quitte à laisser une part du fardeau au privé en lui concédant 49% du capital. On n'hésite plus à inquiéter les investisseurs étrangers, dont on a moins besoin au moment où la Chine investit elle-même à l'étranger. On assiste à une forme de renationalisation de l'économie. Le pouvoir invite les Chinois à consommer en espérant que ces derniers jugeront le bénéfice de la consommation supérieur à celui de la recherche de plus de liberté.

« Marcher sur les deux jambes »

La Chine n'a pas de vision hégémonique. Elle se sert des organisations internationales existantes, mais elle crée aussi la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. Mao avait dit : « Il faut marcher sur les deux jambes. » Pékin s'efforce aussi de diviser ses partenaires européens, flattant tour à tour les Allemands, les Français et d'autres. La « prospérité chinoise » aveugle les Européens, qui en oublient de défendre leurs valeurs. Il y a en Chine un prix Nobel en prison. Cela ne s'est jamais vu depuis Hitler. Pourtant, personne n'ose prononcer le nom de Liu Xiaobo par crainte de ne plus pouvoir vendre d'Airbus. Chacun est convaincu que, pour obtenir leurs marchés, il faut être « gentil » avec les Chinois.

Une idéologie de pacotille

L'idéologie sert surtout à empêcher l'émergence d'idées alternatives. Cela ne veut pas dire que l'on y croit. Sous Xi Jinping, pourtant, on s'efforce d'y croire. Il s'agirait de lutter contre les « valeurs universelles », ce qui est étonnant pour des marxistes puisque Marx se situe dans la droite ligne des Lumières. Liberté de la presse, séparation des pouvoirs, individualisme ne sont pas acceptés. On leur substitue la « ligne de

masses », version revisitée du centralisme démocratique, et les valeurs « traditionnelles » chinoises. Fondées sur un « confucianisme de bazar », ce sont notamment l'obéissance à la hiérarchie, la famille, le collectivisme. Or, il n'y a pas plus individualistes que les Chinois. Cette affirmation de valeurs est tout à fait artificielle. D'autant que le Parti communiste chinois est né en 1921 du mouvement du 4 mai 1919, dont le mot d'ordre était : « À bas la boutique à Confucius ! » Aujourd'hui, Confucius devient « le Grand Éducateur ».

Le défi du vieillissement

Le vieillissement de la population chinoise est un problème majeur. C'est la fin programmée de la main d'œuvre à bon marché. La Chine cessera d'être l'usine du monde. Elle sera vieille avant d'être riche. On a vu que le vieillissement du Japon, qui était riche, a été l'un des facteurs de la stagnation économique. Cela sera pire en Chine. Les liens familiaux se sont distendus. Dans les villages, il n'y a plus que des vieux et des enfants. Les adultes de 25 à 59 ans sont tous en ville pour travailler. Les grands parents s'occupent des enfants. Qui cultivera la terre à l'avenir ? Dans les endroits les plus riches, on commence à voir émerger des maisons de retraite. Mais la promotion des services sociaux, en Chine reste encore au niveau du discours.